LE PRIX COURANT

REVUE HEBDOMADAIRE

Du Commerce, de la Finance, de l'Industrie,
de la Propriété foncière et des Assurances.

BUREAU: No 99, rue St-Jacques, Montréal

ABONNEMENTS:

Montréal, un an.....\$2.00
Canada et États-Unis..... 1.50
France.....fr. 12.50

Publié par

Société de Publication Commerciale

J. MONIER, Directeur.

F. E. FONTAINE, Gérant.

Téléphone 2062.

MONTRÉAL, 6 MAI, 1892

Collections du "PRIX COURANT"

Comme nous recevons chaque jour des demandes pour la collection du "PRIX COURANT" depuis sa fondation, nous serions très obligés à ceux de nos abonnés qui n'en font pas collection s'ils pouvaient nous procurer les Nos. suivants:

VOLUME II, nos. 12, 14, 21 et 22.

VOLUME III, Nos. 9, 13 et 19.

VOLUME IV, No. 18.

Nous paierons 10c. pour chaque exemplaire de ces numéros.

A nos Annonceurs.

Nous avons conclu avec l'agence A. BERTIN & CIE, No. 444 rue Lagache-tière, Montréal, un arrangement en vertu duquel cette agence se charge de toutes nos collections, suivant un bordereau que nous lui remettons chaque semaine. Cet arrangement nous permet d'économiser beaucoup de temps, et de simplifier considérablement notre comptabilité. MM. Bertin et Cie. sont donc autorisés à se présenter à notre nom chez nos débiteurs et à donner des reçus pour ce qu'ils recevront pour nous. Nous prions par conséquent les maisons qui nous honorent de leur patronage de ne pas se trouver froissées et de faire bon accueil à MM. A. Bertin et Cie. qui ont d'ailleurs instruction de les traiter avec tous les égards qui se doivent.

LA TAXE DE L'EAU

Le Conseil de ville a enfin pu se mettre d'accord sur un projet de règlement concernant la taxe de l'eau. Le sous comité chargé d'étudier la question avait élaboré un règlement comportant en substance les points suivants:

1o Abaissement de la taxe aux taux uniformes de 7½ p. c. sur le loyer.

2o Taxe uniforme de 1.00 sur chaque urinoir, cabinet d'aisance et baignoire.

3o Taxe sur les lots vacants calculée sur l'intérêt à 6 p. c. de la valeur de ces lots.

Le Conseil de ville a modifié ces projets en exemptant de taxe pour les urinoirs, cabinets d'aisance et baignoires dans les logements valant au-dessous de \$150 de loyer. Et nous croyons qu'il a eu raison. Cette exemption existe depuis peu d'années et elle a déjà produit d'excellents résultats au point de vue de

l'hygiène. Le cabinet d'aisance a remplacé dans une foule de maisons l'ancienne fosse plus ou moins découverte, au fond de la cour, qui était, en été, un véritable foyer d'infection.

Il a aussi refusé de taxer les lots vacants. Là encore nous croyons qu'il n'a été que juste. L'idée d'imposer aux propriétaires de terrains vacants l'obligation de payer la taxe de l'eau, est venue, croyons-nous, de certaines personnes qui y voyaient un moyen de forcer les propriétaires à bâtir et de faire par là augmenter le nombre des maisons et diminuer les loyers. Sur quel principe d'équité pourrait-on s'appuyer pour faire payer la taxe de l'eau à des gens qui n'en ont besoin et n'en font usage ni pour la protection de leur propriété—la terre étant généralement à l'épreuve des incendies; ni pour la consommation des occupants, puisque le terrain est inoccupé.

Nous aurions compris que l'on fit payer la taxe au propriétaire d'un logement vide, car ce logement est, d'abord, protégé contre l'incendie par l'aqueduc, et ensuite si le propriétaire est taxé, il sera plus directement incité à louer et par conséquent, à diminuer le loyer demandé. Mais le terrain vacant ne reçoit aucun de ces services et lui faire supporter une taxe qui, à proprement parler, n'est qu'une taxe de consommation, et serait tout à fait injuste et illogique.

Quelqu'un a parlé de rendre les propriétaires responsables du paiement de la taxe d'eau; mais cette innovation ne paraît pas avoir été bien conseillée.

L'Insaisissabilité des Salaires

M. Geo. W. Stephens, député de Huntington, mais en même temps, citoyen distingué de Montréal, vient de présenter un bill à Québec pour déclarer insaisissable le salaire des ouvriers.

Déjà la loi de M. David avait rendu insaisissable les meubles de cette classe intéressante de la population; il ne restait plus aux créanciers de recours que sur une partie assez mince du salaire; ce dernier recours disparaîtrait complètement et il deviendrait impossible à l'épicier, au boucher et même au propriétaire d'obtenir paiement de leur juste et légitime créances par aucun procédé légal. Ils seraient complètement à la merci des débiteurs.

Les classes ouvrières; si nous nous en rapportons à l'opinion d'un journal assez accrédité parmi elles, la *Presse*, ne voient pas d'un bon œil cette nouvelle exemption, qui, naturellement, leur enlèverait tout crédit. Le commerce s'en trouverait certainement décontenancé et aurait besoin d'adopter ses méthodes d'affaires à ce nouvel état de choses; mais au fond, il y aurait probablement bénéfice pour les détailliers à ce que ce projet de loi fut adopté.

Car, avec l'insaisissabilité du salaire et des meubles ordinaires du ménage, l'ouvrier qui n'aurait aucune autre garantie à offrir, se verrait refuser l'ouverture d'un compte chez

tous ses fournisseurs et serait par conséquent obligé de tout payer argent comptant. Or les mauvais crédits, les créances non recouvrables sont la cause de 99 pour cent des faillites chez les détailliers, et l'adoption forcée du système de vente exclusivement au comptant ferait disparaître cette cause de tant de ruines.

Le commerce n'a donc pas intérêt à s'opposer au bill de M. Stephens; mais nous sommes sous l'impression que les classes ouvrières verront leur intérêt à ne pas se fermer ainsi tout crédit et feront des efforts pour empêcher l'adoption d'une loi qui, au premier abord, paraîtrait destinée à les favoriser.

La fermeture des magasins.

Il nous fait plaisir de constater que la cause de la fermeture à bonne heure vient de faire un pas de plus vers le succès. M. Augé, le député de la division St-Jacques de Montréal, s'est chargé de présenter à la législature de Québec le projet de loi qui doit donner enfin une tournure pratique aux longs efforts faits jusqu'ici par les commis-marchands, pour obtenir une réduction de leurs heures de travail dans la soirée.

Tout le mérite du succès qui se prépare revient à Messieurs les commis qui, malgré l'hostilité d'une petite partie du public, et l'indifférence d'une plus grande partie, hostilité et indifférence due, dans la plupart des cas, plutôt à l'ignorance qu'à autre chose, ont réussi à créer en leur faveur un mouvement d'opinion auquel la législature devra accorder une certaine considération.

Si nous sommes bien informés, le projet de loi qui sera présenté par M. Augé, devra être dans le genre de celui qui est actuellement en vigueur dans le Haut Canada. Il décrètera que, lorsqu'une proportion déterminée, — les deux tiers ou les trois quarts — des commerçants d'une même ligne, dans une ville, auront convenu de fermer leurs magasins à une heure fixe, cette heure de fermeture sera rendue obligatoire par un règlement municipal et toute contravention pourra être punie d'une amende.

Comme on le voit, il n'y a dans cette législation ni tyrannie ni arbitraire. La mise en vigueur de la loi restera à la discrétion des marchands, mais une fois que ces Messieurs l'auront adoptée, en nombre suffisant, il y aura une sanction qui les mettra à l'abri des concurrents intransigeants.

Nous espérons que les autres commerces, en particulier le commerce d'épicerie, le plus éprouvé de tous, aideront de leur sympathie et de leur influence la démarche des commis-marchands, dont ils pourront bénéficier quand ils le voudront. Et si nous avions voix au conseil, l'Association des Epicier de Montréal serait appelée à voter une résolution recommandant l'adoption du projet de loi de M. Augé.

Méditations pour les Voyageurs de Commerce.

L'honnêteté est la meilleure politique; ce proverbe de la nation anglaise, pratiqué par excellence, nous est transmis avec le témoignage des siècles. Il y a d'ailleurs, des applications variées et, puisque nous sommes sur ce sujet, je voudrais l'appliquer aux déclarations que fait le commis-voyageur à son client en perspective. Ce que l'on peut gagner à se vanter d'avoir fait d'énormes ventes, constitue un avantage fort problématique. Il n'est pas probable que le client se laisse influencer par cette vantardise au point d'acheter plus qu'il n'a besoin et le seul effet qu'elle puisse produire sur un homme de bon sens, c'est de rendre ridicule le vantard. Il n'est pas nécessaire d'être sorcier pour deviner que son but est de se rendre plus important. On dit qu'une bonne mémoire est nécessaire pour faire un bon menteur et ce genre de vantardise ressemble assez au mensonge pour qu'elle ne puisse pas, non plus, se passer de cette qualité. On en racontait dernièrement un exemple. Un voyageur qui avait l'habitude de se vanter de ses ventes s'adonnait à ce penchant en présence d'un certain nombre d'autres voyageurs. L'un d'eux, pour l'éprouver, prit secrètement note de ce qu'il avait entendu et, à la prochaine occasion, lui remit ses propres chiffres sous le nez. De sorte que, non seulement il perdit l'estime de ses camarades, mais il devint un objet de ridicule parmi les clients.

Il arrive aussi que le voyageur devienne un personnage trop considérable pour son emploi et essaie de rehausser sa position en prétendant "avoir des intérêts dans la maison." Il n'est pas un *commis-voyageur* ordinaire, mais plutôt un envoyé spécial, mis sur la route pour voir comment vont les affaires et contrôler les autres voyageurs.

D'habitude, il ne fait que les grandes villes etc., s'imagine que ça le rehausse dans l'opinion des clients, mais il se trompe. Les probabilités sont qu'un concurrent le démasquera, et, ainsi dépouillé de son plumage emprunté, il aura une mine parfaitement ridicule. Le voyageur ne doit jamais se sentir au-dessus de son emploi. Lorsqu'il est attaqué de cette espèce de mégalomanie, il est grand temps que la maison se prive de ses services.

(Traveling Salesman.)

La tempête de mercredi de la semaine dernière, dit le *Commercial* de Winnipeg a couvert tout le Manitoba et une partie des territoires du Nord Ouest. Elle a été pire qu'un *blizzard* d'hiver, à cause du vent violent qui l'a accompagné. Dans les terres légères où les semences sont commencentées, la tempête fera plutôt du bien, mais dans les terres fortes et basses qui étaient déjà en retard, elle retardera encore les travaux. La vallée de la Rivière Rouge a grand besoin de temps chaud et sec.